

EMPLOI : LE TAUX DE CHÔMAGE SERAIT DE 8,9% À BOUMERDÈS

Miracle ou mirage ?

Lors de la dernière visite de Tayeb Louh, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale dans la wilaya de Boumerdès, le directeur local de l'emploi a distribué un communiqué sur les statistiques se rapportant au monde du travail.

L'information qui saute en premier lieu aux yeux, c'est les 8,95% de taux de chômage enregistré, selon ce communiqué, en 2012 dans toute la wilaya de Boumerdès. Ce taux était selon les mêmes statistiques de 9,80% en 2011.

Dans une conjoncture de crise et d'émeutes de jeunes exigeant un travail stable, la performance de Boumerdès relève du miracle. D'ailleurs à suivre ces mêmes statistiques, le chômage sera éradiqué en 2013 puisque, dans la wilaya de Boumerdès, il n'y a, d'après ce communiqué, que 37 019 citoyens sans travail et qu'en 2012 plus de 38 000 postes de travail ont été créés. D'une manière générale, les données du

directeur de l'emploi suggèrent que pour une population de 861 585 âmes de la wilaya de Boumerdès, 413 159 d'entre elles, soit 47,95%, sont en situation d'activer et que 376 140 (43,66%) ont un poste de travail. Il ne reste donc que 37 019 citoyens et citoyennes en situation d'activer, mais considérés comme chômeurs.

La réalité

Comparons les chiffres du directeur de l'emploi aux informations que nous avons collectées auprès d'institutions de la wilaya de Boumerdès. Un poste de travail recensé par l'Etat est supposé légal, donc déclaré. Commençons par les statistiques récoltées des caisses d'assurance.

Durant la même visite ministérielle, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) a distribué un communiqué dans lequel il est question de 394 273 affiliés à la caisse dont seulement, 195 662 affiliés sont des actifs selon ce communiqué — les 198 611 restants (inactifs) étant en majorité des retraités. Il y a lieu de rappeler que la Cnas de Boumerdès regroupe en plus des affiliés des 32 municipalités de la wilaya, ceux des 6 communes de l'Est d'Alger : Rouïba, Réghaïa, Aïn-Taya, Heuraoua, Bordj-El-Bahri et La Marsa, plus les travailleurs de la SNVI de Rouïba.

Les assurés de ces localités sont donc inclus dans les statistiques rendues publiques par la Cnas. Sollicité pour le besoin de cette enquête pour nous communiquer les chiffres exacts de la seule wilaya de Boumerdès, le directeur de la Cnas a, on ne sait pour quel motif, refusé. Une source crédible de cette caisse

estime à plus de 40% les affiliés dénombrés dans le territoire de la wilaya d'Alger.

Les 6 communes jouissent d'une aisance financière et sont en effet plus actives économiquement. A cette réalité, s'ajoute l'implantation de la zone industrielle de Rouïba /Réghaïa, ce qui rend cette évaluation de 40% crédible. En tenant compte de cette appréciation, on peut raisonnablement dire que le nombre d'assurés de Boumerdès est de 117 662.

Ces assurés travaillent majoritairement dans le secteur administratif, un peu dans l'industrie, qui reste relativement faible dans la région de Boumerdès. Les services offrent également des emplois, mais pas en grand nombre.

Le directeur de l'emploi de Boumerdès a certainement intégré dans ces statistiques quelques milliers de postes de travail offerts aux jeunes, par le biais des formules

dites «préemploi», mais ces emplois risquent, à moyen terme, de disparaître faute d'une politique de permanisation. Ils sont 35 909 assurés à la Casnos, et sont généralement des petits commerçants, des artisans et quelques exploitants agricoles.

Au niveau de l'agriculture, les statistiques, les plus récentes révèlent que le secteur offre 48 420 postes de travail dont 35 534 sont réellement des postes permanents tandis que 12 886 postes équivalent à la somme des journées dites travaillées (les journées saisonnières accumulées selon les normes admises au niveau mondial.). Tous ces chiffrés additionnés ne nous donnent que 201.991 emplois existants dans la wilaya de Boumerdès.

Même en incluant quelques milliers de postes de travail précaires ou au noir, on reste tout de même loin des 376 140 postes de travail déclarés par le directeur de l'emploi.

Abachi L.

ILS CONCERNENT LES 11 WILAYAS DU CENTRE DU PAYS

Hausse des appels vers le numéro vert de la gendarmerie

Durant le premier semestre 2013, le premier commandement de la Gendarmerie nationale a enregistré 239 638 appels téléphoniques sur le numéro vert, avons-nous appris de sources bien informées.

Ces appels qui concernent les onze wilayas du centre du pays ont augmenté de 12,37% par rapport à 2012, ce qui laisse entendre que les citoyens ont pris conscience de l'importance de ce numéro, pour dénoncer le mal ou demander

des secours. Le plus grand nombre d'appel s'est effectué le jour, selon les statistiques, puisqu'il a été enregistré un chiffre de 168 945.

Les différents groupements de gendarmerie des onze wilayas du pays ont fait, suite à ces appels des interventions sur le terrain. Ce sont, notamment, les cas d'accidents de la circulation. Pour cela, 2 393 appels concernant ces accidents ont été enregistrés durant le deuxième trimestre de l'exercice en cours. Par contre, ce sont les appels au secours qui se taillent la plus grande part lors de ces trois derniers mois,

avec 9 378 communications dont 5 841 concernent uniquement la wilaya d'Alger. Les appels pour la demande de renseignements ou la dénonciation d'actes criminels sont de l'ordre de 2 304 appels.

Par ailleurs, les gendarmes du premier commandement ont procédé, durant les six derniers mois, au retrait de 139 947 permis de conduire pour différentes infractions surtout que les accidents de la route continuent à endeuiller les familles, puisqu'il a été enregistré 3 852 accidents de la circulation ayant causé la mort de

53 personnes et blessé 739 autres. C'est la wilaya d'Alger, qui détient le record en matière de décès avec 15 morts suivie de la wilaya de Bouira qui a enregistré 14 décès.

Selon les gendarmes, 89% de ces accidents sont dus au facteur humain. Les autres causes sont, entre autres, le mauvais état des routes et les défaillances mécaniques. Quant aux délits et contraventions enregistrés par le premier commandement de la Gendarmerie nationale, ils sont au nombre de 126 369.

M. B.

TIZI-OUZOU

Le parc de logements sociaux renforcé de 1 582 unités d'ici à la fin de l'année

Le parc des logements sociaux de la wilaya de Tizi-Ouzou sera renforcé d'ici à la fin de l'année en cours par un nouvel apport de 1 582 logements publics locatifs (LPL), a indiqué hier le directeur du logement et des équipements publics (DLEP).

Sur ces nouveaux logements, réalisés essentiellement sur le programme de 15 500 unités LPL allouées à la wilaya, au titre du quinquennat en cours, 915 ont été implantés à la zone des dépôts de la ville de Tizi-Ouzou et seront «destinés à la résorption de l'habitat précaire, dans le cadre du prolongement

d'une opération visant à débarrasser la ville des constructions précaires défigurant le paysage urbain», a indiqué M. Mustapha Banouh. Il a précisé que le reste des logements seront livrés au profit des localités de Tizirt, Makouda, Ouaguenoune, Timizart et Mizrana. Un autre lot de 800 logements de type LPL, faisant partie du


programme de 5 000 unités en réalisation au pôle d'excellence de la nouvelle ville de Oued Falli, banlieue sud-ouest de Tizi-Ouzou, sera réceptionné, selon les prévisions, «au premier trimestre 2014, dès l'achèvement des actions de viabilisation», selon le DLEP qui a fait état d'un récent arrêté du ministère de tutelle «instruisant les walis de notifier aux commissions de daïras compétentes tous les logements dont les travaux ont dépassé un stade d'avancement de 60%, afin de les attribuer dans les meilleurs délais à ceux qui sont dans

l'attente d'un toit». Le DLEP a informé qu'au moins 20 communes sur les 67 que compte la wilaya «ne peuvent pas bénéficier d'un programme de logements sociaux, faute d'assiettes foncières», néanmoins, ce déficit, a-t-il dit, «a été compensé par la «priorisation» de ces communes dans l'affectation des aides à l'auto-construction». Dans ce contexte, M. Banouh a rappelé qu'une enveloppe de 10 milliards DA a été affectée à la wilaya à la faveur de la récente visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, dans la wilaya, pour l'achat de

terrains. A cela s'ajoute, également, l'octroi à la wilaya, à la même occasion, d'un quota supplémentaire de 5 000 aides à l'auto-construction, qui viennent se greffer aux 61 320 autres aides destinées à la wilaya depuis 2004, rappelle-t-on.

Durant le premier semestre de l'année en cours, il a été procédé au lancement de la réalisation de 1 350 logements publics locatifs. 2 969 autres seront mis en chantier au second semestre, assure-t-on à la DLEP.


APS



COMMUNIQUÉ

PARTENARIAT ANDPME-NEDJIMA POUR L'INNOVATION ET LE SOUTIEN AUX ENTREPRENEURS ALGÉRIENS

Présentation du programme «iStart» de développement d'applications mobiles algériennes



• iStart : Le premier programme d'applications mobiles en Algérie

Toujours à l'avant-garde dans le soutien à l'innovation et à l'esprit d'initiative chez les jeunes entrepreneurs algériens, l'Agence Nationale de Développement de la PME (ANDPME) et Nedjma annoncent le lancement du programme «iStart» de développement d'applications mobiles en Algérie.

La présentation en avant-première du programme «iStart» a été faite le samedi 20 juillet 2013 à Alger lors de la 1ère édition du GeekFtour, sponsorisée exclusivement par Nedjma et qui a réuni les principaux acteurs et des animateurs de la sphère web algérienne.

Partie intégrante de la convention portant «Partenariat sur l'Innovation et le Soutien Technologique aux Entreprises» (PISTE) signée en mars 2013, entre l'ANDPME et NEDJIMA, le programme «iStart», premier du genre au niveau national, vise à encourager l'innovation auprès de la communauté de développeurs algériens et à

stimuler la création, localement, d'applications et de solutions novatrices mobiles sous le label «Made in Algeria».

A cet effet, une plate-forme dédiée aux développeurs algériens (www.istart.dz) est ouverte afin de leur permettre de participer au programme de développement de leurs applications mobiles et les commercialiser en ligne sur Nedjma Store pour les millions d'abonnés en Algérie et à l'international.

A l'occasion du lancement du programme «iStart» le Directeur Général de l'ANDPME, M. Rachid Moussaoui, a déclaré : «Le lancement de iStart constitue une nouvelle étape dans l'application de la feuille de route que nous avons mise en place avec notre partenaire Nedjma. Ce programme inédit exprime la volonté des pouvoirs publics à soutenir les jeunes développeurs algériens et les encourager à concrétiser leurs idées. Il s'agit pour nous de mettre en place une industrie du contenu axée autour des applications innovantes locales.»

Pour sa part, le Directeur Général de Nedjma, M. Joseph Ged, a

affirmé : «Nous sommes confiants et fiers que notre partenariat avec l'ANDPME se consolide davantage avec le lancement du programme iStart. Nedjma est fière d'apporter son savoir-faire et son expertise afin d'aider les jeunes développeurs algériens à mettre en application leurs idées novatrices. Nous sommes convaincus de l'immense potentiel des jeunes algériens qui trouveront dans le programme iStart un tremplin pour concrétiser leur idée et faire valoir leur potentiel de créativité. Istart participera de façon effective et efficace à l'émergence d'une industrie du contenu Made in Algeria.»

Pour rappel, la convention PISTE qui a donné lieu dans un premier temps au programme «tStart» de soutien et de création de start-ups technologiques algériennes par les jeunes entrepreneurs, a pour principaux objectifs le renforcement et la densification du tissu entrepreneurial et industriel dans le domaine des TIC.

A travers ses initiatives, Nedjma réaffirme son engagement citoyen dans l'encouragement et la promotion du potentiel d'innovation des jeunes.